

# **Naissance d'un nouveau parti de gauche : Québec Solidaire**

mardi 4 juillet 2006, par [BOUCHARD Sébastien](#), [DUCHESNEAU Jean-Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mai 2006).

**Près de 1000 délégué-e-s ont participé au lancement du nouveau parti de gauche Québec Solidaire les 3, 4 et 5 février dernier au Québec. Selon ce que dit la déclaration de principe ce parti sera résolument de gauche, féministe, écologiste, altermondialiste, pacifiste, démocratique et souverainiste (1). Pour comprendre l'importance de ce parti dans le paysage québécois il est nécessaire de faire un bref retour en arrière.**

Sommaire

- [Recherche d'unité politique](#)
- [L'esprit de Mercier](#)
- [Les défis du nouveau parti de](#)
- [Quel parti des urnes ?](#)
- [Quel parti de la rue ?](#)
- [Programme d'urgence](#)

Ce qui a été déterminant dans l'évolution de l'ensemble de la gauche au Québec, de la social-démocratie à la gauche radicale, a été l'absence de parti ouvrier de masse. Ni le Nouveau Parti Démocratique canadien, ni le Parti Communiste du Canada ne sont parvenus à construire un parti qui ait eu un impact de masse réel au Québec. Construits de l'extérieur de la société québécoise sans jamais en comprendre les déterminants, ces partis ont soit nié la réalité de l'oppression nationale du Québec, soit marginalisé cette question dans leurs considérations stratégiques et tactiques. Cette réalité a permis au Parti québécois, d'occuper l'ensemble de l'espace politique disponible au Québec. La majorité de la radicalisation sociale, féministe et nationale des années 1960-70 a été récupérée par lui. Fondé en 1968, le PQ n'est pas un parti social-démocrate fondé par les syndicats mais plutôt un parti nationaliste avec une tendance moderniste dont le leadership a été assuré par une scission du Parti Libéral Québécois dirigé par René Lévesque (2). Par contre, la majorité de ses membres étaient enracinés dans la classe travailleuse et populaire. Les syndicats, principales organisations ouvrières, ont en fait toujours refusé de construire ou encore d'appuyer la mise en place d'un parti ouvrier de masse, entre autres en prétextant qu'ils n'avaient pas à se mêler de politique partisane.

## **Recherche d'unité politique sur fond de regain de luttes**

Il faut attendre les années 1990 pour que de petites organisations de la gauche québécoise amorcent le chemin de l'unité. Le Nouveau Parti Démocratique-Québec, qui était une organisation d'une centaine de membres, abandonna son orientation fédéraliste et au même moment s'est ouvert aux autres organisations de gauche. Deux groupes répondirent à l'appel : les nationalistes de gauche autour de Paul Rose et les marxistes-révolutionnaires de Gauche Socialiste (IV<sup>e</sup> Internationale). La dynamique des débats amena le NPD-Q à se définir comme le Parti de la démocratie socialiste (PDS),

parti anticapitaliste, antinéolibéral, féministe, internationaliste et indépendantiste en 1996.

Dans la première moitié des années 1990, tout comme dans les années 1980, le gouvernement au pouvoir à Québec, dirigé par les libéraux, met en place une série de contre-réformes, de coupures dans les programmes sociaux et de privatisations. A partir de 1994, le gouvernement du Parti québécois va appliquer les mêmes politiques. Ces reculs sociaux illustraient la détérioration des rapports de force en défaveur des classes dominées. Pourtant, à partir du milieu de la décennie, on a pu noter une certaine remontée des luttes illustrée par la Marche du pain et des roses de 1995 (3) puis les grèves et désobéissances civiles des étudiants (4) et des infirmières (5). Un second souffle suit avec la mobilisation altermondialiste de la Marche mondiale des Femmes de l'an 2000 contre la pauvreté et la violence. Puis, ce sera le Sommet des Amériques à Québec, avec sa Marche des peuples (60 000 manifestants), qui mobilisera la majorité du mouvement social québécois contre la ZLÉA. Malheureusement, cette montée des luttes n'a pas produit de rupture importante entre les directions syndicales et sociales et le Parti québécois.

Parallèlement à cette montée des luttes, une volonté de créer un grand parti de gauche au Québec s'est de plus en plus manifestée. Pour une partie de la gauche indépendantiste et socialiste, le profil pris par le PDS était trop marqué par l'anticapitalisme pour être d'emblée le lieu de ralliement de la gauche et ce, malgré ses conceptions ouvertes et démocratiques au niveau de l'unité. Un autre pôle de ralliement s'est donc mis en place, sans critiquer clairement et ouvertement le PDS mais en proposant une autre démarche, où la définition de l'organisation comme parti n'était pas donnée a priori. Le Rassemblement pour une Alternative Politique (RAP), qui a tenu son congrès de fondation à la fin de mai 1998, rallia une partie de la gauche sociale et politique québécoise. Mais ce congrès du RAP ne permit pas une véritable unification de l'ensemble de la gauche socialiste, féministe et indépendantiste.

Suite à un processus de clarification de son projet, le RAP finit par se définir comme parti et décide à se présenter aux élections de 1998. Défavorisé par le système électoral de scrutin unilatéral à un tour, aucun des partis de gauche ne reçut plus d'un pour cent des votes. La seule exception fut la candidature de Michel Chartrand, syndicaliste radical, qui a réussi à obtenir 15 %, en partie grâce à l'appui de plusieurs syndicats et groupes populaires locaux.

## **L'esprit de Mercier**

Suite à l'échec de la campagne électorale de 1998, un colloque pour l'unité des organisations politiques et des forces progressistes a rassemblé 700 personnes à Montréal. Ce dernier a permis la mise sur pied d'un comité de liaison qui a facilité le rapprochement de la plupart des partis politiques de gauche.

C'est dans ce contexte, au printemps 2001, qu'eut lieu l'initiative dans le comté de Mercier. La formation d'une coalition électorale de différentes forces de gauche et d'indépendants se fit sur une plate-forme contre la mondialisation des marchés, pour l'indépendance du Québec et reprenant les revendications de la Marche mondiale des Femmes. Un contexte local particulier (crise dans la direction péquiste du comté), et la concentration des forces de la gauche montréalaise (politique mais aussi syndicale) sur ce comté permit d'arracher un résultat électoral significatif (plus de 24 %). Cette victoire posa plus concrètement encore la nécessité d'unifier la gauche dans un parti politique fédéré et multi-tendances, l'Union des forces progressistes, qui tiendra son congrès de fondation en juin 2002. Les principales organisations politiques de gauche, le RAP, le PDS et le PCQ ont fusionné donnant un parti d'environ 1 million de membres. Par contre, cette fusion n'avait pas encore réussi à provoquer une rupture des principaux mouvements sociaux du Parti québécois.

Des élections sont déclenchées au début de l'année 2003. L'ADQ (Action démocratique du Québec), parti le plus à droite sur l'échiquier politique québécois récolte de plus en plus d'appuis dans les sondages et on assiste à une véritable montée de la droite. Un collectif de 22 femmes et hommes (dont Françoise David, qui fut la porte-parole de la Marche mondiale des femmes) organise une grande campagne d'éducation populaire pour encourager la population à se renseigner sur les programmes des partis et à développer une analyse critique. C'est la naissance de « D'abord Solidaires ». De son côté, l'UFP collabore avec le Parti Vert et des indépendants. Quelque 73 candidates et candidats de l'UFP, 36 du Parti Vert et 5 candidatures indépendantes, sont présentés. Ils obtiennent en moyenne 2 % des voix dans leur circonscription. Dans le comté de Mercier, Amir Khadir obtient le meilleur résultat : près de 18 %, devant l'ADQ.

Le gouvernement libéral de Jean Charest, élu aux élections, annonce ses couleurs : affaiblissement de l'État et des syndicats, partenariats public-privé, privatisations et décisions défavorables à l'environnement, etc.

Au rassemblement de « D'abord Solidaires », en novembre 2003, le groupe se scinde en trois collectifs dont l'un animé par Françoise David et se donne comme mandat de développer une option partisane. En l'espace de 5 mois, Françoise David, en collaboration avec un comité, rédige le livre « Bien commun recherché » (6).

En 2004, l'option partisane ouvre un local, planifie une tournée provinciale, crée un site web, lance officiellement le livre et tient une conférence de presse annonçant la fondation d'Option Citoyenne. La tournée provinciale d'Option Citoyenne durera deux mois et demi. On rencontre près de 3 000 personnes lors d'activités pour partager les préoccupations, les besoins et les intérêts pour la formation d'un parti politique. La réception est plus que chaleureuse. À l'automne 2004, les membres d'Option citoyenne se rencontrent pour la première fois. Dès le début la direction a la conviction qu'il fallait continuer à unir la gauche politique au Québec et propose des pourparlers pour l'unification avec l'UFP et les Verts, mais seule l'UFP répond positivement.

En même temps se fonde les Syndicalistes et Progressistes pour un Québec libre (SPQ-libre). Cette organisation sous la gouverne d'ex-dirigeants syndicaux invite les syndicalistes et les progressistes à réinvestir le Parti Québécois pour le tirer à gauche, prétextant qu'à gauche du parti Québécois il n'existe pas de place politique. À l'automne 2005, le SPQ-libre présente un candidat à la course à la direction du PQ. Il n'obtient qu'un pour cent des voix. Le SPQ-libre n'a pas fait un bilan réel de sa campagne. Les appels au ralliement au PQ dans le contexte actuel, alors que la gauche politique s'unifie dans un parti, n'est ni plus ni moins qu'un appel à rester engoncé dans la vieille stratégie du bloc national interclassiste.

À l'automne 2005, après 13 séances de négociations, les membres de l'Union des forces progressistes et d'Option citoyennes adoptent à l'unanimité la résolution d'une fusion des deux organisations. En février 2006, le parti politique Québec solidaire est créé. Mais une partie de la gauche politique est toujours présente au sein du Parti québécois par le biais du SPQ-Libre.

### **Les défis du nouveau parti de la gauche unie**

Les classes dominantes et les gouvernements néolibéraux tant au Canada qu'au Québec sont passés à une nouvelle phase de leur offensive. Flexibilité du marché du travail et privatisation des services publics sont les deux piliers de cette dernière. Cette nouvelle phase est marquée par la remise en question du modèle québécois issu d'un compromis face aux mobilisations sociales antérieures. Le gouvernement Charest cherche à créer un mode de gestion excluant la concertation sociale avec les représentants des classes subalternes et à procéder unilatéralement dans sa volonté de détruire une

série de conquêtes sociales, résultats des mobilisations des dernières décennies.

Au Québec, les mobilisations contre la mondialisation capitaliste, contre la guerre, contre les désastres écologiques actuels ou appréhendés, contre la privatisation dans l'éducation et la santé, contre l'endettement étudiant, pour la sécurité de l'emploi et contre la détérioration du pouvoir d'achat et les mobilisation des femmes pour l'équité ont été massives et soutenues. Cependant, elles se seront révélées jusqu'ici incapables de bloquer durablement l'offensive néolibérale et d'empêcher les restructurations : précarisation et renforcement de la flexibilité du travail, affaiblissement continu des organisations syndicales, privatisation accrue des services publics, détérioration des conditions de travail et de vie d'une partie importante de la population.

Ces mobilisations ont été porteuses d'aspirations unitaires et de la volonté de définir un Québec solidaire et ont permis à la gauche politique de dépasser sa dispersion, de s'unifier et d'offrir une alternative unitaire pour un Québec indépendant et égalitaire.

Si la résistance à cette offensive n'a pu stopper l'offensive, ces mouvements sociaux ont réussi à entamer la légitimité du néolibéralisme. L'érosion de la base électorale des partis au pouvoir (Parti libéral du Canada et Parti libéral du Québec) est un désaveu massif des politiques de ces partis. Les politiques néolibérales connaissent donc aujourd'hui une énorme crise de légitimité. Cette situation introduit une forte polarisation sociale entre les classes dominantes et leurs représentants néolibéraux (PLQ, ADQ) ou sociaux-libéraux comme le PQ et les classes ouvrière et populaires et leurs organisations. Cette polarisation se manifeste sous la forme d'une polarisation gauche-droite dont le caractère de classe reste obscurci par la faiblesse de la conscience de classe au Québec qui est liée à l'importance de la question nationale et à l'absence historique d'un parti des travailleurs et des travailleuses ayant un caractère de masse.

## **Quel parti des urnes ?**

Ou comment construire un parti utilisant la lutte électorale pour défendre les revendications populaires et donner une voix aux mouvements sociaux ?

Il y a un moment électoral pour renverser le rapport de force qui s'est mis en place. Depuis des décennies, les classes ouvrière et populaires (et particulièrement leurs secteurs organisés) ont servi d'appui au Parti québécois. Ce choix stratégique d'une alliance inégalitaire entre les directions des classes subalternes et le Parti québécois a donné de maigres résultats mais il a surtout laissé toute la parole aux dirigeants nationalistes qui ont comme objectif de se construire une base dans la bourgeoisie québécoise. Le ralliement des différentes directions du Parti québécois au néolibéralisme a débouché sur toute une série d'attaques frontales contre les classes salariées.

Créer un nouveau parti politique de gauche, c'est vouloir redonner une parole politique autonome à ces classes et fonder leur capacité d'agir sur le terrain électoral pour la défense de leurs revendications. Il est donc nécessaire que le nouveau parti de gauche occupe sans timidité ce terrain et assure la rupture de l'alliance avec le PQ et son social-libéralisme, alliance qui a été un facteur de recul et de démobilisation. Ce terrain ne peut être occupé sous des formes qui ne seraient qu'une copie conforme de celles déployées par les partis bourgeois.

Il faut faire la politique autrement et le nouveau parti de gauche doit chercher à permettre l'expression des luttes et de la résistance populaire dans le cours même des campagnes électorales. Cela nécessite de ne pas établir des rapports individualistes avec les électeurs et électrices, rapports qui peuvent être électoralement profitables à court terme mais qui conduisent naturellement au développement d'un clientélisme qui est tout le contraire d'une politique réellement démocratique.

Le PQ ne constitue en aucune manière un instrument fiable dans la lutte contre l'offensive néolibérale. Au contraire, une fois au pouvoir, il risque de reprendre à son compte de nouveau les aspirations de la droite, dont le projet est bien exprimé dans le Manifeste pour un Québec lucide (9). Le ralliement des organisations syndicales, populaires, féministes et jeunes à la gauche politique doit se réaliser concrètement dans la prochaine campagne électorale. Pour cela, il faut écarter toute perspective de soutien au Parti québécois et concevoir l'unité qu'il faut construire non pas avec le bloc national dirigé par le PQ, mais comme une vaste alliance syndicale, populaire, féministe et de jeunes autour d'un programme d'urgence pour un Québec solidaire.

Cette nouvelle unité syndicale, populaire, féministe et jeune suppose la rupture du mouvement syndical et de l'ensemble des mouvements sociaux avec le social-libéralisme du PQ et avec les illusions que l'on pourra parvenir à plus de justice sociale dans le cadre d'une économie capitaliste mieux régulée. Une telle orientation entraîne évidemment le refus de toute alliance et de tout soutien électoral ou gouvernemental au Parti Québécois.

### **Quel parti de la rue ?**

Le terrain électoral n'est qu'un axe d'un nécessaire processus de redéfinition politique et organisationnel des classes ouvrière et populaires face aux défis et à l'ampleur de l'offensive actuelle.

Pour être véritablement un parti de la rue, le nouveau parti de gauche ne peut se contenter d'apporter son soutien solidaire aux luttes en cours. Il doit être partie prenante de la réévaluation de nos instruments de lutte, des stratégies, des politiques d'alliance et du programme qu'il faudra mettre en avant pour répondre aux attaques contre les acquis syndicaux et populaires.

La gauche politique est devant un défi essentiel, c'est celui, en plus de réaliser son unité politico-organisationnelle, d'offrir un projet alternatif de gauche dans le cœur même de la résistance populaire. Il ne peut espérer se construire, si l'ensemble des mouvements sociaux ne parviennent pas à définir les revendications, les stratégies, les moyens d'action et les alliances qui permettront de rassembler les forces capables de bloquer les néolibéraux.

### **Programme d'urgence**

Le nouveau parti politique de gauche devrait appeler au rejet de l'ensemble des lois antisociales adoptées par le gouvernement Charest durant son mandat, qui se sont attaquées aux acquis de la population. Il doit être partie prenante de l'élaboration d'un programme d'urgence pour faire face à l'œuvre de démolition des acquis sociaux du gouvernement Charest. Un tel programme d'urgence doit prévoir des revendications favorisant le développement de la sécurité de l'emploi, le renforcement et la protection du pouvoir d'achat et aidant à mettre un frein à l'appauvrissement de la population. Il doit également assurer l'égalité des femmes et prévoir les moyens de lutter contre la violence qui leur est faite. Il doit établir les cadres d'une politique écologiste véritable et renforcer les droits démocratiques de la population.

Le nouveau parti de gauche doit proposer la tenue d'États généraux du mouvement syndical et des mouvements sociaux pour définir un tel programme d'action et de revendications partagées dans le cadre d'une véritable démocratie citoyenne.

Le nouveau parti de la gauche unie ne doit pas disjoindre la lutte pour l'indépendance de la lutte pour une société égalitaire et démocratique. Il ne peut se contenter de présenter l'indépendance

comme un simple moyen pour résoudre des questions sociales qui seraient les seuls véritables enjeux. Au Québec, le combat pour la justice sociale ne peut être mené jusqu'au bout sans remettre en question la domination fédérale canadienne. Pour en finir avec l'influence péquiste sur de larges secteurs de la population, un parti de gauche doit savoir offrir un débouché politique à la lutte nationale. Le nouveau parti devra opposer systématiquement une stratégie démocratique et radicale centrée sur la perspective de l'élection d'une Assemblée constituante à la perspective référendaire non porteuse de la nécessaire recomposition de la société civile qui seule rendra possible la victoire de l'indépendance du Québec.

L'Assemblée constituante permettrait à la majorité populaire de dessiner les contours du pays dans une série d'initiatives de prise de parole où tous les Québécois et Québécoises de tous les horizons pourront définir les principes d'un Québec indépendant, solidaire et démocratique.

Le nouveau parti ne doit pas craindre de reconnaître clairement que la question des rapports à créer avec les « classes laborieuses » est une question majeure pour la gauche. Un parti qui se veut de gauche ne doit pas masquer mais rendre très claire la représentativité qu'il vise. Un parti de gauche doit se préoccuper de sa composition sociale, éviter d'être le véhicule de la formation d'une nouvelle élite politique, fut-elle de gauche, et assurer une représentation sociale des couches populaires aux responsabilités sociales et électives afin d'assurer la promotion à tous les niveaux des représentantes et représentant de ces classes. Il doit assurer la parité aux femmes tant au niveau des postes de responsabilité du parti qu'au niveau du choix des candidatures. Il doit également créer une vie interne qui bannit les comportements patriarcaux et permet la démocratie la plus large par le respect concret du pluralisme.

## Notes

1. Voir le site Web : <http://www.quebecsolidaire.net>

2. En fait, le PQ est officiellement né de l'union d'une scission du Parti Libéral du Québec, du Mouvement Souveraineté Association et du Ralliement national. L'organisation des nationalistes radicaux à tendance sociale, le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale, s'est alors dissout pour rejoindre le PQ, sans jamais y être invité en tant qu'organisation. Le PQ fut donc, dès son origine, contrôlé par un personnel politique provenant de la petite-bourgeoisie et de secteurs bourgeois liés à l'appareil d'État québécois, souvent issus du Parti Libéral et de l'Union Nationale.

3. En juin 1995, 850 femmes arrivaient dans la ville de Québec après une marche de 10 jours sur 200 kilomètres pour revendiquer du Gouvernement du Québec une série de mesures visant l'élimination de la pauvreté des femmes. Elles ont été accueillies par une foule de 15 000 personnes rassemblées devant l'Assemblée nationale. La marche Du Pain et des Roses a également été l'étincelle qui a fait rêver d'une telle marche au niveau international. Cette impulsion a donné lieu à la Marche mondiale des femmes, grand mouvement international d'actions féministes regroupant, en 2005, près de 6 000 groupes répartis dans 163 pays et territoires sur les cinq continents.

4. À l'automne 1996, on a assisté au Québec à une vague de trois semaines de grève intensive et de contestation étudiante comme il ne s'en était pas vu depuis les années 1970. Le « non » qu'ont fait retentir les étudiants devint celui des travailleuses et des travailleurs qui refusèrent d'être les boucs émissaires des milliards de dollars de coupures budgétaires, du fameux déficit zéro.

5. Le 26 juin 1999, les 47 500 membres de la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ) déclenchent une grève générale illimitée et illégale qui durera 22 jours.

6. Le livre est disponible en ligne aux éditions Écosociété : <http://www.ecosociete.org/t87.html>

7. Le PLC à perdu le pouvoir de l'État canadien en janvier 2006. C'est maintenant le parti conservateur qui forme un gouvernement minoritaire.

8. Les sondages donnent des taux d'insatisfaction de plus de 70 % envers le Parti libéral du Québec, qui dirige l'État Québécois depuis avril 2003.

9. Le 19 octobre 2005, une douzaine de personnes de l'establishment politique et économique du Québec, tout parti confondu, lancent un manifeste ayant pour nom « Manifeste pour un Québec lucide ». Il trace les lignes de conduite que doit se donner selon eux un « Québec lucide ». Quelques jours plus tard, la gauche politique et sociale répond avec son « Manifeste pour un Québec solidaire ».

---

## **P.-S.**

\* Tiré du site de La Gauche : [http://www.lagauche.com/lagauche/article.php?id\\_article=1417](http://www.lagauche.com/lagauche/article.php?id_article=1417)

\* Sébastien Bouchard, Jean-Pierre Duchesneau et Bernard Rioux sont militants de la Gauche socialiste, section québécoise de la IV<sup>e</sup> Internationale, partie prenante de la construction de Québec Solidaire.